Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1597

Artikel: Frontières intérieures : fédéralisme institutionnel et atlas structurels
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1019105

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Fédéralisme institutionnel et atlas structurels

La Suisse des cantons ne correspond plus aux réalités sociales et démographiques du pays. Des études récentes visualisent le décalage entre les espaces de vie et les territoires administratifs.

Au moment où le fédéralisme connaît une heure de gloire avec le référendum des cantons contre le paquet fiscal, les Etats souverains qui composent la Confédération voient leur consistance remise en cause (cf. Edito). Ils voient aussi leurs frontières redessinées par les sociogéographes qui préfèrent les cartes des mentalités à celles des territoires institutionnels.

Après les deux premiers et très sages atlas structurels de la Suisse, parus en 1985 et 1997, il y eut le premier choc du redécoupage du pays en sept grandes régions linguistiquement homogènes et démographiquement mal équilibrées, une réalité qu'il serait artificiel de corriger. Et puis, l'informatique a frappé.

On se souvient de l'émotion suscitée l'automne dernier par *l'Atlas des paysages politiques* de deux enseignants-chercheurs de l'Institut de géographie rattaché à l'Université de Zurich. Ils ont produit des cartes de la Suisse socio-politique, «déformées» selon deux axes correspondants aux options gauche-droite et libérales-conservatrices; des cartes pondérées en quelque sorte, les échelles étant déterminées par la force relative des options révélées par 27 votations fédérales (entre 1992 et 2003) et non par les distances et surfaces au sol. Il en ressort des distorsions significatives de la représentation des territoires suisse et cantonaux, ainsi que l'existence d'un front fluctuant, se déplaçant nettement plus à l'est que la limite des langues, entre les cultures de type romanes/burgondes d'une part et alémaniques de l'autre.

L'émergence de la Suisse occidentale

Exit l'idée d'une Romandie exclusivement francophone. Apparaît en revanche bel et bien une Suisse occidentale comprenant, outre les six cantons dits romands, au moins Berne et, liés par de profondes affinités électives, les deux Bâle, voire Soleure. Le «Welschland» ainsi compris se retrouve dans toutes une série de statistiques relatives aux comportements des citoyens et acteurs sociaux, en correspondance fréquente avec les cantons de Zurich et du Tessin, ainsi qu'en témoigne une enquête de Markus Schneider, parue dans la *Weltwoche*.

Les cartes, frappantes, mettent en évidence des faits connus mais souvent niés, soit par la dérive du préjugé, soit par le refus de la réalité. Ainsi, l'on vérifie que, dans l'économie de la santé comme dans le secteur culturel, l'offre induit la demande et non l'inverse comme sur les marchés réputés plus rationnels; que les mêmes cantons (GE, VD, VS, TI, NE et FR) ont les plus fortes proportions de maturités (en pourcentage des jeunes de 19 ans) et de pharmacies (pour cent mille habitants); que la dette cantonale par habitant (cf. encadré) est relativement très élevée dans toute la Suisse occidentale (sauf à Fribourg, dans le Jura et à Soleure); que Genève se retrouve nettement en tête pour la proportion de bénéficiaires de prestations de l'assurance invalidité, pour le taux de chômage, pour les dépenses de fonctionnement des collectivités publiques, pour la densité de la population étrangère; que Genève partage le record des dépenses de l'aide sociale avec Bâle-Ville, qui de son côté tient la tête du classement selon différents critères: proportion de ménages à une seule personne, de personnes âgées, de rentiers AI, mais aussi dépenses publiques pour l'encouragement à la culture. Canton également très urbain, Zurich tranche par rapport à la Suisse centrale et orientale, avec ses proportions relativement élevées de chômeurs, d'étrangers, de petits ménages et de bénéficiaires de l'aide sociale.

A l'abri ou aux franges des grandes agglomérations, les plus petits cantons de la Suisse centrale et orientale comptent pour des raisons évidentes parmi les défenseurs les plus acharnés de l'autonomie cantonale. Et même si le *réseau express régional* de Zurich dessert une demi-douzaine de cantons, certains d'entre eux se tiennent à prudente distance mentale des complications urbaines.

De toute évidence, le fédéralisme des cantons souverains peinera de plus en plus à se maintenir en dépit de réalités sociales et démographiques, dont la mobilité toujours croissante de la population fait évidemment partie. Plus le décalage entre les territoires institutionnels et les espaces fonctionnels s'accentuera, plus les visions d'une Suisse regroupée en sept grandes régions ou réduite à une vague constellation métropolitaine gagneront en pouvoir de séduction, voire de conviction. Et plus aussi deviendront urgentes les réflexions sur le sujet, qui ne pourra indéfiniment rester tabou, d'une nouvelle répartition des pouvoirs infrafédéraux. Les cantons, entre eux ainsi qu'avec «leurs» villes et agglomérations, ont devant eux un beau champ de réflexion commune, que l'expérience du référendum contre le paquet fiscal devrait permettre de développer enfin sérieusement, surtout dans le cas fort possible d'une réussite le 16 mai prochain. *yj*

Dette des cantons par habitant en milliers de francs, 2002

Genève	41 791	Tessin	4 444
Bâle-Ville	27 509	Saint-Gall	3 678
Vaud	13 065	Zoug	3 572
Bâle-Campagne	11 324	Schwytz	3 335
Neuchâtel	10 903	Argovie	3 076
Berne	10 585	Appenzell-A	2 545
Valais	9 090	Appenzell-I	2 458

Source: Département fédéral des finances

Michael HERMANN, Heiri LEUTHOLD: *Atlas der politischen Landschaften - Ein weltanschauliches Porträt der Schweiz.* Zürich, v/d|f, 2003.

Markus SCHNEIDER: «Zwei bessere Hälften». In *Weltwoche*, 11 mars 2004.